

FOSSÉ DÉMOCRATIQUE

Les politiques l'opinion s'

Si elle n'est pas (encore) la plus longue de l'histoire de Belgique, la crise politique s'embourbe toutefois. Question de génération ?

EN AUTOMNE, la nature offre des couleurs chaudes et changeantes. On ne peut pas en dire autant du monde politique. La recherche d'une coalition fédérale plombe l'atmosphère. Pourtant, la crise 2010 ne ressemble pas à celle de 2007. Finies les palettes orange-bleue, jamaïcaine, violette, arc-en-ciel qui faisaient rêver à de possibles coalitions. Aujourd'hui, point de poésie. L'impasse est saturée dans les gris... Et cela, sans drames apparents, ni soubresauts citoyens.



ANCIENS ET NOUVEAUX.

Parviendront-ils à sauver la Belgique ?

Il y a donc des nouveaux et des anciens. Et même si la personnalisation est forte, les présidents et/ou négociateurs ne sont pas seuls. La personnalité et l'expérience jouent sans aucun doute dans les contacts interpersonnels et les rapports de force. Mais ils viennent avec un programme et une équipe derrière eux.

Mettre toute l'analyse sur la question des générations et associer « jeune » et « inexpérience », ce serait aussi oublier que lorsque l'on bat le rappel d'ainés, cela n'est pas automatiquement plus productif. Appelés en renfort par le Roi en novembre 2009, Martens et Dehaene n'ont pas réussi à sortir le dossier BHV de l'impasse. Succédant à Di Rupo début septembre 2010, les médiateurs temporaires André Flahaut et Danny Pieters ne sont pas bien jeunes non plus.

NOUVELLE GÉNÉRATION ?

Les difficultés de négocier et d'aboutir tiendraient-elles à une question de génération ? Ce serait enterrer un peu vite certains barons, vice-présidents de partis ou présidents eux-mêmes. Il est vrai que du côté flamand, le *turn over* des présidents de partis est plus chamarré : De Croo fils au VLD, Gennez au SPA, sans parler des intérim successifs au CD&V. Côté francophone, on annonce bien des présidents de partis en partance au cdH et au MR. Mais les successions ne seront effectives que lorsque l'encre de la signature d'un accord sur les négociations actuelles sera sèche.

DES IDÉES LÉGITIMÉES

Le mélange et le croisement de générations n'est donc pas nouveau. Ce qui l'est tient davantage aux poids des idées sur l'avenir du pays et la manière dont elles s'expriment. Les revendications en matière de réforme de l'État ne sont pas récentes. Elles font partie de l'histoire belge. Ce qui a changé est le poids électoral des

ils s'enlisent, en lasse

partis qui en font leur principal programme. Si des partis « communautaires » ont été associés à plusieurs réformes depuis les années septante, aujourd'hui leur principal acteur – la N-VA – est le parti dominant et incontournable. La revendication « communautaire » (avec ses variantes « d'autonomie renforcée », de « déplacement du centre de gravité vers les entités fédérées », voire de « séparatisme ») occulte les autres dimensions.

Par contre, la manière d'exprimer ses positions est sans doute nouvelle. Face à une opinion flamande à laquelle de nouvelles promesses ont été faites, la recherche de compromis apparaît comme une faiblesse. Mais à nouveau, cette évolution culturelle n'est pas uniquement générationnelle.

MANAGEMENT ET AUSTÉRITÉ

La difficulté d'avancer tient sans doute aussi à d'autres paramètres. La culture politique baigne aujourd'hui dans le culte du management et de la bonne gouvernance. Pas de souci lorsque cela vise à moins de dépenses inutiles (pour lesquelles les pouvoirs publics sont souvent accusés). Mais lorsque ce dogme cache l'absence de projet politique...

Ce culte se renforce davantage en période de difficultés financières. S'il y a moins de moyens à affecter, une autre redistribution de ceux-ci est d'autant plus importante et délicate. Et l'austérité dans les dépenses pointe le nez. Donc, si les marges de manœuvres se rétrécissent, c'est l'éventail des choix de politiques qui se referme également. Rendant de moins en moins claire la ligne de démarcation entre politiques de gauche ou de droite, entre politiques sociales ou libérales.

Associer « jeune » et « inexpérience », ce serait oublier que lorsque l'on bat le rappel d'ânés, cela n'est pas automatiquement plus productif.

Ce culte de la bonne gouvernance a sans doute joué un poids non négligeable dans les résultats de juin 2010. Beaucoup en Flandre attendaient un changement. Et l'image « *de la Wallonie, sac à dos plein de cailloux pour la Flandre* » d'Yves Leterme a renforcé les stéréotypes et la volonté séparatiste de certains. Un discours « rassembleur » au Nord, mais qui camoufle les choix politiques de gauche ou de droite.

Ce n'est qu'après l'échec post-estival de Di Rupo que la N-VA marquait ses distances avec le SPA et Groen pour éviter une coalition trop à gauche à son goût.

UN MENU TROP RÉGIONAL

Autre obstacle : l'absence de vision réellement fédérale. Malgré le niveau fédéral du scrutin de juin 2010, beaucoup de citoyens estiment que le menu servi aujourd'hui est bien trop régional.

Les négociateurs du gouvernement fédéral discutent d'abord de ce dont ils pourront encore le dessaisir... au profit des régions ou communautés. C'est cela la Belgique. Un surréalisme dont certains disent que l'on ne sortira que par le retour à une circonscription fédérale pour le scrutin des législatives. Ce qui obligerait sans doute des partis « nationaux » à intégrer dans leur programme leur vision politique fédérale.

Cette synthèse, qui resterait sans doute difficile, aurait l'avantage d'être plus claire et soumise aux électeurs avant le scrutin. On perdrait alors moins de temps après les élections. ■

Stephan GRAWEZ